

SÉCURITÉ HUMAINE

Le gouvernement canadien croit qu'il existe un lien étroit entre les questions environnementales internationales et la sécurité humaine. Principe fondamental, l'intendance de l'environnement fait partie intégrante de la sécurité humaine – il va de soi que la sécurité n'existe pas dans un habitat détruit. Ce principe s'applique à l'échelle locale mais aussi à l'échelle planétaire : la communauté internationale qui n'a pas d'habitat vivable n'a pas de sécurité. Par ailleurs, la protection de l'environnement n'est pas un substitut aux mesures visant à protéger la « sécurité humaine » au sens classique de ce terme : il faut protéger les êtres humains contre la violence, la mort et la mutilation pour qu'ils puissent consacrer leur temps et leurs soins à la protection de leur environnement. Lorsque les gouvernements et les citoyens font face à des dangers imminents, ils utilisent les ressources à des fins à court terme. En outre, leurs impressions peuvent être largement faussées lorsque leur vie est en danger. La consolidation et le maintien de la paix sont donc absolument nécessaires pour assurer le genre de sécurité collective qui permettra à l'environnement de recevoir les ressources et la protection qu'il mérite.

VERS « RIO + 10 »

Au milieu de l'année 2002, les pays se réuniront pour dresser le bilan des progrès accomplis dans les dix années qui ont suivi la CNUED à Rio de Janeiro à la Conférence « Rio + 10 » et définir les problèmes environnementaux et autres enjeux du développement durable pour les prochaines années. Le monde a beaucoup changé depuis 1992, et le gouvernement canadien voit à la fois des motifs d'espoir et d'inquiétude pour l'avenir. Les sources d'inquiétude comprennent quelques grands problèmes environnementaux mondiaux dont l'ampleur et la complexité restent déconcertantes, des niveaux de pauvreté et de privation inacceptable, et un niveau déraisonnable d'instabilité politique qui continue de dégénérer en violence et qui menace la stabilité de régions importantes de la planète. Les motifs d'espoir comprennent un cadre établi d'accords intergouvernementaux équilibrés auxquels adhèrent de nombreux pays ; une mobilisation sans précédent dans le monde entier de la science et de citoyens concernés, qui dirigent un débat informé et fournissent un appui politique à l'action, et l'appui des principes du développement durable par les principaux groupes de la société, dont les grandes entreprises, dans le monde entier. La conférence Rio + 10 devrait avoir une vision prospective et contribuer à forger un nouveau partenariat Nord-Sud et à rétablir l'élan mondial constaté à la CNUED. Elle devrait porter sur les questions intersectorielles, structurelles et stratégiques qui traduisent les plus récentes tendances, tenir compte des réalités scientifiques et politiques et attirer l'énergie et l'engagement d'une nouvelle génération de champions et d'intendants actifs de la planète.